

tude qui me pressait, j'arrivai à l'angle du pont de Solferino. Là je dus m'arrêter absolument, ayant perdu mes deux aides de camp qui étaient loin. J'étais comme figé au milieu de la foule et il ne m'était plus possible d'avancer, plus possible de reculer.

« Je parlementai, cherchant à m'ouvrir un passage. Un homme de grande taille parvint jusqu'à moi ; je ne le connaissais pas ; il était très-ému ; il me dit : « Général, où donc allez-vous ? — Je vais tâcher de sauver l'Assemblée. — A l'heure qu'il est, l'Assemblée est envahie ; j'y étais ; je vous l'affirme ; je suis M. Jules Favre. »

« M. Jules Favre ajouta : « Voilà le comble du désastre : une révolution au milieu de la défaite des armées ! Et soyez sûr que la démagogie, qui voudra en bénéficier, jettera la France dans l'abîme, si nous n'intervenons. Quant à moi, je vais à l'Hôtel de ville, et c'est là que doivent se rendre les hommes qui entendent contribuer à sauver le pays. »

« Je lui répondis : « Monsieur, je ne puis prendre à présent une telle résolution. »

« Et nous fûmes séparés par la foule. « Ce n'est que très-tard, une heure après peut-être, que je pus regagner la cour du Louvre et rentrer à l'Hôtel. »

« Pendant que ces événements se passaient, l'impératrice avait quitté les Tuileries. Le général Schmitz, que j'avais envoyé auprès d'elle, apprit son départ par le vice-amiral Jurien de la Gravière qui était resté au Palais. »

« Les historiographes officiels, dont j'ai lu les récits à ce sujet, disent le plus ordinairement : « Les principaux fonctionnaires de l'État se pressaient autour de l'impératrice, en ce moment su-

« prême, pour prendre congé d'elle ; seul le général Trochu ne parut pas. »

« Non ! je ne parus pas ! je ne parus pas parce que, au lieu d'aller offrir mes compliments de condoléance à l'impératrice, j'allais, à cette heure-là même, défendre le Corps législatif, personnellement, par un effort que je savais devoir être immense, je le répète, mais que j'avais le devoir de tenter, après l'invitation que j'en avais reçue de l'un de ses questeurs, l'honorable général Lebreton. »

« Je poursuis, messieurs, et j'arrive très-rapidement à la fin de cette journée fatale, invoquant, après votre bienveillance, votre patience. »

« Deux heures après mon retour au Louvre, un groupe de personnes que je ne connaissais pas, se présenta à moi. L'une d'elles me dit : « Je suis M. Steenackers, député. Nous sommes envoyés vers vous pour vous annoncer qu'il se passe à l'Hôtel de ville un véritable drame ; la foule l'entoure ; des députés dont voici les noms s'y sont réunis pour former un Gouvernement provisoire. « Mais l'Hôtel de ville n'est pas gardé, et les résolutions auxquelles on s'arrêtera n'auront pas de sanction quelle qu'elle soit. On a pensé que votre nom serait une sanction et qu'il servirait de ralliement aux troupes restées dans Paris. »

« Je demandai cinq minutes pour voir ma famille. Je lui dis : « L'heure de ma croix est venue ; j'y vais, car je crois que c'est mon devoir. Me suivrez-vous dans la voie douloureuse ? — Oui, puisque c'est notre devoir. » — Et je partis pour l'Hôtel de ville. »

Extrait de : Une page d'histoire contemporaine, devant l'Assemblée nationale, par le général Trochu. — Dumaine, in-8.

LIVRE SECOND

CHAPITRE I

Nouvelle phase de notre histoire. — Notre méthode : les événements amèneront les jugements. — La République à l'Hôtel de ville. — Proclamation du gouvernement. — Les ministres. — Opinion de Paris. — Proclamation à l'armée et à la garde nationale. — M. de Kératry à la préfecture de police. — M. Étienne Arago à la mairie de Paris. — Les maires provisoires. — La République en province. — État des esprits. — Besoin d'union, volonté de lutte. — La circulaire de M. Jules Favre. — Rentrée des proscrits. — La commission des Papiers des Tuileries. — Les mobiles de province. — La statue de Strasbourg. — La revue du 14 septembre. — Départ de la délégation de Tours. — Marche des Prussiens. — Paris est investi. — DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES.

L'histoire de la révolution de 1870-71, entre avec la République dans une phase nouvelle. La cause de tous les maux surgis jusqu'à ce jour a disparu. Une nouvelle ère semble s'ouvrir pour la nation qui reprend confiance. Mais, à bien considérer l'état de la patrie, même au lendemain de la journée du 4 septembre, l'empire, il faut le reconnaître, étend encore sa fatale influence sur le pays. Un peuple ne se débarrasse pas en un jour des vices, des virus inoculés par une corruption de vingt ans. Il en est du despotisme comme de la robe de Nessus : les veines d'un peuple sont pour longtemps embrasées de son venin corrosif. L'abaissement des caractères, le développement des appétits et des égoïsmes, les âpres envies de jouir, la désagrégation lente de tout ce qui fut autrefois le corps social, ce sont là des maux terribles et qui ne se guérissent pas en un jour. Il faut pour tout cicatriser, bien des années parfois de réactifs et de fer rouge.

C'est pourquoi, plus d'une fois dans les pages qui vont suivre, nous allons rencontrer encore des spectacles faits pour navrer les âmes libres. La République est proclamée sans doute, mais nous le répétons, l'empire tient encore la France : son souvenir la paralyse, ses vieilles mœurs la rendent caduque. Il semble que le césarisme pénètre dans les poumons avec l'air qu'on respire. Une nation si longtemps abîmée devant un maître ne désapprend pas en un jour à servir. Et tandis que les uns exagèrent leur servilisme, les autres vont droit à l'excès dans leur haine de toute entrave. Qui en souffre ? La liberté seule, ou plutôt, avec la liberté, la République. Cet attristant spectacle va nous être

donné maintes fois. Qu'importe ! Il peut être salutaire aussi. Les fautes passées peuvent nous servir à n'en point commettre de nouvelles.

Nous allons, à leur tour, voir à l'œuvre les hommes qui, le 4 septembre, acceptèrent si délibérément la succession de l'empire. Pour les juger, nous continuerons la méthode que nous avons suivie jusqu'ici dans ce livre. En les acceptant tels que l'imagination et la reconnaissance publiques les accueillent, le premier jour de leur éphémère pouvoir, nous attendrons pour devenir plus sévères, que les événements viennent nous les montrer sous des jours nouveaux, et les éclairer d'une lumière plus crue. Nous partagerons volontairement les espérances des foules, mais tout en enregistrant leurs désillusions, tout en recherchant les culpabilités et les fautes, avec le soin jaloux d'un homme qui aime par-dessus tout le vrai et qui, croyant l'avoir trouvé, le montre sincèrement, nous nous garderons bien aussi des passions injustes. Nous n'irons jamais grossir le chœur des intéressés qui, reprochant surtout au 4 septembre d'avoir renversé l'empire, en feraient volontiers une date funèbre. Les républicains oublient trop qu'ils comblent de joie leurs adversaires en condamnant à leur tour ceux qui ont succédé au régime anti national de l'empire.

Ceux-là prenaient en main le gouvernail lorsque le navire était déjà à demi brisé, le mât coupé en deux, la coque faisant eau de toute part. Plus d'armée, nous l'avons dit, plus d'officiers ; nos soldats jetés au gouffre : un seul espoir, Bazaine, mais Bazaine bloqué et par sa faute affaibli déjà, enfermé

dans le cercle de ses combats dont il eût pu faire des victoires. Quelles ressources? Aucunes. Les remparts de Paris étaient à peine armés, nous le verrons tout à l'heure. L'armée de la Loire, dont parlaient les ministres bonapartistes, était une chimère. Jamais nation ayant sacrifié plus d'argent au budget de la guerre, ne s'était trouvée défendue par moins de soldats. Les nouveaux gouvernants ne parurent point s'en alarmer. La confiance allégresse de Paris affranchi les gagna, allumant l'espoir dans leurs cœurs. Après avoir hésité à léguer à la République le fardeau de la dette impériale, dès le lendemain, ils l'acceptaient avec une sorte de vaillance.

Peut-être faut-il revenir un moment sur la façon dont la République avait été proclamée à l'Hôtel de ville. Le dimanche 4 septembre, après la séance tumultueuse du Corps législatif, les députés de Paris, quittant le Palais-Bourbon s'étaient réunis à l'Hôtel de ville.

Après une courte délibération, conseillée et inspirée par la clameur populaire, demandant autour d'eux et sur la place la République, ils firent ouvrir la porte de la salle où ils étaient assemblés.

Au milieu d'un silence profond Gambetta lut alors ce qui suit :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Une acclamation retentit. Gambetta continue :
« Il est constitué un *gouvernement de la Défense nationale*.

« Ce gouvernement est ainsi composé :
« MM. Emmanuel Arago, Crémieux, Jules Favre, Jules Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Eugène Pelletan, Ernest Picard, Rochefort, Jules Simon. »

Puis Gambetta ajoute :

« Citoyens, comprenez-nous : ce gouvernement n'est qu'un pouvoir de passage et de transition. Il n'a qu'un objet : défendre la nation contre l'envahissement de l'étranger. Après quoi, il disparaîtra, nous en prenons l'engagement solennel. »

Quelques-uns des citoyens présents réclamaient et criaient d'autres noms, d'anciens représentants du peuple, de proscrits : Louis Blanc, Victor Hugo, Ledru-Rollin, Delescluze, etc.

Gambetta répondit que le gouvernement avait et devait avoir un caractère purement national, nullement politique : ils avaient simplement groupé les noms des députés de Paris déjà investis du mandat populaire, et que la démocratie avait pour ainsi dire choisis d'avance.

Jules Favre, Gambetta, Arago, Crémieux, firent ouvrir ensuite les fenêtres.

Gambetta lut de nouveau au peuple assemblé sur la place, la liste qu'il venait de lire au peuple pressé dans la maison commune. Puis, les membres

du gouvernement de la Défense nationale se réunirent dans une petite salle voisine pour désigner les ministres et prendre les premières mesures que réclamait la gravité des circonstances.

A ce gouvernement de « Défense nationale » il manquait un chef militaire. Mais celui-là était désigné d'avance par l'opinion publique, qui le jugeait sur sa propre confiance et sur l'attitude prise par lui dans les derniers événements. C'était le général Trochu.

M. le général Trochu a raconté comment il avait été mis à la tête du gouvernement de la Défense nationale. Lorsqu'on vint le chercher pour lui offrir le commandement de la place de Paris, il mit des conditions à son acceptation. La République, par exemple, devait reconnaître les principes de la propriété et de la famille. Mais le général Trochu devait bien savoir que la République est précisément la meilleure gardienne de l'ordre social. Le nom de M. Henri Rochefort introduit dans le gouvernement nouveau donna bien quelques scrupules à M. Trochu. C'est le général qui le dit lui-même. Les scrupules s'évanouirent bientôt, et ces deux hommes, M. Trochu et M. Rochefort, allaient être précisément, au début du siège, les deux personnalités du gouvernement qui devaient le mieux se comprendre et se soutenir. Ceci est une vérité. Depuis, les événements les ont jetés l'un et l'autre à des pôles bien différents.

Dès le 5 septembre M. Gambetta, installé au ministère de l'intérieur, détermine encore une fois, dans une proclamation à la garde nationale de Paris, le véritable sens de la révolution qui vient de s'accomplir. La nation se substitue à l'empire, rien de plus : « La patrie est en danger, dit-il, le nouveau gouvernement est avant tout un gouvernement de défense nationale. » Les premières proclamations du gouvernement soulignent davantage le mot et l'accentuent.

FRANÇAIS !

Le Peuple a devancé la Chambre, qui hésitait. Pour sauver la Patrie en danger, il a demandé la République.

Il a mis ses représentants non au pouvoir, mais au péril.

La République a vaincu l'invasion en 1792 ; la République est proclamée.

La Révolution est faite au nom du droit, du salut public.

Citoyens, veillez sur la Cité qui vous est confiée ; demain vous serez, avec l'armée, les vengeurs de la Patrie !

EMMANUEL ARAGO, CRÉMIEUX, DORIAN, JULES FAVRE, JULES FERRY, GUYOT-MONTPAYROUX, LÉON GAMBETTA ; GARNIER-PAGÈS, MAGNIN, ORDINAIRE, A. TACHARD, E. PELLETAN, ERNEST PICARD, JULES SIMON.



Les spahis quittant Paris pour concourir à sa défense extérieure.

Citoyens de Paris!

La République est proclamée.

Un Gouvernement a été nommé d'acclamation.

Il se compose des citoyens :

Emmanuel Arago, Crémieux, Jules Favre, Jules Ferry, Gambetta, Garnier-Pagès, Glais-Bizoin, Pelletan, Picard, Rochefort, Jules Simon, représentants de Paris.

Le général Trochu est chargé des pleins pouvoirs militaires pour la défense nationale.

Il est appelé à la présidence du Gouvernement.

Le Gouvernement invite les citoyens au calme ; le peuple n'oubliera pas qu'il est en face de l'ennemi.

Le Gouvernement est, avant tout, un Gouvernement de défense nationale.

Le Gouvernement de la Défense nationale,

EMM. ARAGO, CRÉMIEUX, JULES FAVRE, FERRY, GAMBETTA, GLAIS-BIZOIN, GARNIER-PAGÈS, PELLETAN, PICARD, ROCHEFORT, SIMON, général TROCHU.

Le gouvernement de la Défense nationale composait en même temps le ministère comme il suit :

Ministre des affaires étrangères : Jules Favre.

Ministre de l'intérieur : Gambetta.

Ministre de la guerre : le général Le Flô.

Ministre de la marine : Amiral Fourichon.

Ministre de la justice : Crémieux.

Ministre des finances : Ernest Picard.

Ministre de l'instruction publique et des cultes : Jules Simon.

Ministre des travaux publics : Dorian.

Ministre de l'agriculture et du commerce : Magnin.

Le ministre de la présidence du Conseil d'État est supprimé.

M. Steenackers est nommé directeur des télégraphes ; M. Rampont, directeur des postes.

Paris connaissait bien la plupart des hommes qui se trouvaient maintenant à sa tête, mais il ne leur témoignait pas à tous ni la même affection, ni la même estime. La popularité du général Trochu était alors extrême et les dernières séances de la Chambre avaient mis au premier rang dans la faveur publique M. Jules Favre et M. Gambetta. On voyait avec plaisir M. Dorian, homme pratique et ferme, appelé au ministère des travaux publics ; et M. Jules Simon qui incarnait en lui la doctrine salutaire de l'instruction gratuite et obligatoire, était le ministre désigné de l'instruction publique sous un gouvernement libre. M. Magnin paraissait bien placé au ministère de l'agriculture et du commerce, et le nom du vieux et honnête général Le Flô, au ministère de la guerre, était bien accueilli. Nous nous en reportons ici aux impressions de ces pre-

mières heures. Mais, déjà même, le nom M. Ernest Picard n'était pas vu sans défiance. On savait que, dans les derniers temps de l'empire, M. Picard s'était mis à la tête de cette indéfinie nuance de la gauche qui s'appelaient *la gauche ouverte*. On l'avait vu, aux dernières élections, nommé à la fois à Paris et à Montpellier, hésiter dans l'option nécessaire et politique pour la province, et regretter de laisser à un rival ou même à un successeur la circonscription parisienne. A coup sûr, lorsque le peuple de Paris ressentit quelque défiance envers le gouvernement nouveau, il commença par se défier de M. Picard. En outre M. Glais-Bizoin, M. Crémieux, M. Garnier-Pagès lui paraissaient bien un peu vieux. Était-ce là cette réserve de la France nouvelle, enfiévrée de jeunesse et de patriotisme et à qui la fortune devait sourire ?

Le gouvernement de la Défense nationale se trouvait, au surplus, dès la première heure de son existence dans une situation singulière. Gouvernement parisien, il avait contre lui les politiques de la province, qui n'allaient point manquer de lui reprocher son origine et de crier à la dictature de la capitale. Gouvernement républicain, il avait, par un destin assez injuste, contre lui les républicains inassurés ou exilés, résolument campés dans leur *non possumus* démocratique et qui, plus illustres que les hommes du 4 septembre, plus autorisés par leur passé, leurs malheurs ou leur gloire, reprochaient à leur tour aux gouvernants de l'Hôtel de ville de gouverner la France en vertu du serment prêté à l'empire. Et ce sophisme avait une certaine apparence qui, aux yeux de la population pouvait, à un moment donné, enlever quelque peu de prestige à ce gouvernement de la Défense nationale.

Reconnaissons-le d'ailleurs, à ce moment toutes ces défiances ou ces reproches ou ces aigreurs n'existaient encore qu'à l'état latent et chacun comprenait qu'il fallait, en apparence du moins, se grouper autour du nouveau pouvoir.

Le gouvernement de la Défense avait choisi pour président le général Trochu ; pour vice-président, M. Jules Favre ; secrétaire, M. Jules Ferry. A titre de secrétaires-adjoints, il appelait en même temps à lui, pour l'aider dans ses travaux, disait le *Journal officiel*, MM. André Lavertujon et F. Hérol ; puis, deux jours après, M. Dréo d'abord et M. Émile Durier. M. Clément Laurier était nommé directeur général du personnel et du cabinet au ministère de l'intérieur.

Dans ce gouvernement, composé des élus de Paris, un seul nom manquait, celui de l'homme qui avait, en remportant par le scrutin une éclatante victoire sur Émile Ollivier, porté un des coups les plus sûrs à l'empire, le nom à demi oublié déjà de ce tribun qui avait enthousiasmé le peuple de

Paris en lui parlant d'honneur, le nom de Désiré Bancel. A cette heure, Bancel agonisait dans son pays de la Drôme, au logis maternel ; et cette République tant désirée, il ne la saluait que d'un regard mourant.

Le premier soin du gouvernement fut de s'appuyer sur ces deux forces vitales du pays : l'armée et la garde nationale, forces qu'on croyait alors et pour jamais unies.

La proclamation à l'armée réclamait l'union, la proclamation à la garde nationale demandait l'ordre et le dévouement.

A L'ARMÉE.

Quand un général a compromis son commandement, on le lui enlève.

Quand un gouvernement a mis en péril, par ses fautes, le salut de la patrie, on le destitue.

C'est ce que la France vient de faire.

En abolissant la dynastie, qui est responsable de nos malheurs, elle a accompli d'abord, à la face du monde, un grand acte de justice.

Elle a exécuté l'arrêt que toutes vos consciences avaient rendu.

Elle a fait en même temps un acte de salut.

Pour se sauver, la nation avait besoin de ne plus relever que d'elle-même, et de ne compter désormais que sur deux choses : sa résolution, qui est invincible, votre héroïsme qui n'a pas d'égal, et qui, au milieu des revers immérités, fait l'étonnement du monde.

Soldats, en acceptant le pouvoir dans la crise formidable que nous traversons, nous n'avons pas fait œuvre de parti.

Nous ne sommes pas au pouvoir, mais au combat.

Nous ne sommes pas le gouvernement d'un parti, nous sommes le gouvernement de la défense nationale.

Nous n'avons qu'un but, qu'une volonté : le salut de la patrie, par l'armée et par la nation groupées autour du glorieux symbole qui fit reculer l'Europe il y a quatre-vingts ans.

Aujourd'hui comme alors, le nom de République veut dire :

UNION intime de l'Armée et du Peuple pour la défense de la Patrie !

Général TROCHU, EMMANUEL ARAGO, JULES FAVRE, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, E. PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON.

A LA GARDE NATIONALE.

Ceux auxquels votre patriotisme vient d'imposer la mission redoutable de défendre le pays vous

remercient du fond du cœur de votre courageux dévouement.

C'est à votre résolution qu'est due la victoire civique rendant la liberté à la France.

Grâce à vous, cette victoire n'a pas coûté une goutte de sang.

Le pouvoir personnel n'est plus.

La nation tout entière reprend ses droits et ses armes. Elle se lève, prête à mourir pour la défense du sol. Vous lui avez rendu son âme que le despotisme étouffait.

Vous maintiendrez avec fermeté l'exécution des lois, et rivalisant avec notre noble armée, vous nous montrerez ensemble le chemin de la victoire.

Le gouvernement de la Défense nationale :

EMMANUEL ARAGO, CRÉMIEUX, JULES FAVRE, JULES FERRY, GAMBETTA, GARNIER-PAGÈS, GLAIS-BIZOIN, PELLETAN, PICARD, ROCHEFORT, JULES SIMON, général TROCHU.

Finissons-en avec ces proclamations de la première heure, toutes pleines d'espoirs, de promesses, de joie trop tôt démenties. Une de celles qui firent le plus d'effet sur le peuple de Paris, fut la proclamation de M. de Kératry, nommé préfet de police. M. de Kératry, député du Finistère, ancien capitaine de la contre-guerilla mexicaine, célèbre surtout par sa polémique avec M. Rouher à propos des bons Jecker, et par son projet de manifestation légale au 26 octobre 1869, était presque inconnu de la population populaire de Paris. En revanche il avait la confiance de la bourgeoisie. Il crut de son devoir de bien faire connaître ses sentiments aux Parisiens, et afficha cette déclaration, contre-signée par un jeune avocat, ami de Bancel et ex-rédacteur de la *Marseillaise*, devenu secrétaire général de la préfecture :

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE POLICE

AUX HABITANTS DE PARIS,

Après dix-huit ans d'attente, sous le coup de cruelles nécessités, les traditions interrompues au 18 Brumaire et au 2 Décembre sont enfin reprises. Les députés de la gauche, après la disparition de leurs collègues de la majorité, ont proclamé la déchéance. Quelques instants après, la République était acclamée à l'Hôtel de ville.

La Révolution qui vient de s'accomplir est restée toute pacifique : elle a compris que le sang français ne devait couler que sur le champ de bataille. Elle a pour but, comme en 1792, l'expulsion de l'étranger.

Il importe donc que la population de Paris, par